

Médias et bonne gouvernance au cœur des débats

Par Bineta MANE

Une journée de réflexion et d'échanges sur les enjeux actuels qui traversent la société sénégalaise, s'est tenue hier à la fondation Konrad Adenauer. Cette rencontre entre responsable et étudiants du Cesti, ainsi que les membres de ladite fondation, s'est faite autour d'un thème portant sur les «Médias et la bonne gouvernance : la gestion du foncier dans le développement local». Ainsi, au regard de l'agenda politique, dominé par l'actualité médiatique, «médias et bonne gouvernance» est le choix qui a primé hier dans ce forum annuel, intitulé «Regards croisés». «L'étendue du champ que couvre le concept de «Bonne gouvernance»

nous a conduits, par souci de concision, à délimiter le thème autour de la question foncière. En effet, la multiplicité des contentieux en cours, et l'impact sur les politiques de développement local, ont des conséquences directes sur la vie socio-économique et le bien être des populations. S'y ajoutent les perspectives qui se dessinent, avec l'«Acte III de la décentralisation», a expliqué Mme Kousson, représentant du Cesti. Selon elle, la bonne gouvernance s'éprouve dans l'engagement, dans l'action des différents systèmes de la société, à commencer par les médias qui jouent un rôle crucial. Le choix de ce thème a été expliqué par le fait que la gestion foncière a

souvent provoqué des relations conflictuelles entre le pouvoir et les populations au Sénégal. «Ce thème est très important, car il rapproche le citoyen de la gestion de la cité. Le citoyen prend la responsabilité de ses droits et de ses devoirs. Et la gestion foncière est un thème épineux : elle donne lieu à beaucoup de conflits dans le monde et au Sénégal. Ainsi, les étudiants, avec l'aide de l'Oxfam, ont effectué un voyage dans le fleuve du Sénégal. Les journalistes ont pu sur place, faire l'étude de la politique de la gestion foncière», a déclaré Ute Bocandé, la représentante adjointe de la fondation Konrad Adenauer.

Le Cesti s'imprègne des enjeux du foncier

Le forum intitulé Médias et bonne gouvernance orienté sur la gestion du foncier dans le développement local s'est tenu hier dans les locaux de la fondation Konrad Adenauer (Fka). Cette rencontre dénommée Regards croisés est à l'initiative du Centre des sciences et techniques de l'information (Cesti) en partenariat avec Oxfam et Fka.

Par Ndèye Fatim CAMARA

La question foncière est au cœur des préoccupations sociales. Les journalistes doivent être initiés aux enjeux que soulève l'accaparement des terres dans le pays. C'est dans ce cadre que le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti) a initié une session de formation sur «La gouvernance du foncier et le développement local» au siège de la Fondation Konrad Adenauer (Fka). Lors de son allocution, Ute Bocandé, l'adjointe de la représentante-résidente de la Fka au Sénégal, s'est réjouie de leur collaboration avec

Oxfam dans le cadre de son programme Médias et bonne gouvernance qu'elle considère comme une bonne initiative. «Cette année, le forum présente une nouveauté très enrichissante avec la coopération d'Oxfam. En effet, nous œuvrons tous pour le renforcement des médias et la formation journalistique au Sénégal. Nous souhaitons mettre nos efforts en commun pour créer une synergie. Et ce forum montre que nous sommes dans la bonne voie», a-t-elle déclaré. Selon Cousson Traoré Sall, directrice des études au Cesti, la rencontre revêt un cachet particulier en raison de la stratégie d'innovation pédagogique qui consiste à familiariser les étudiants aux nouveaux enjeux de la bonne gouvernance et aux réalités du terrain.

Par ailleurs, l'organisation de cette rencontre découle donc principalement du fait que, depuis quelques années, le Cesti dessine une géographie de la complémentarité en s'ouvrant à l'ensemble des acteurs de la société à travers des programmes dans les domaines aussi divers que l'environnement, le genre, le renforcement de la démocratie par la transparence et la participation citoyenne. Cet élargissement du champ de l'information permet de valoriser la spécificité de la profession qui doit être «un journal-

isme de captation et du décryptage». Pour la directrice des études du Cesti, le rôle des médias dans la bonne gouvernance est crucial. «D'abord, les médias constituent un vecteur de participation et une interface entre décideurs et citoyens. Ensuite, les médias sont les sentinelles de l'anti-corruption, de la transparence et de redevabilité obligeant à la pratique de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques», indique-t-elle. Pour le représentant du ministère de la Promotion de la bonne gouvernance, il s'agit d'une question transversale qui concerne tout le monde. «Les programmes de bonne gouvernance ne sont pas réservés exclusivement aux décideurs. Ils sont également destinés à la population», dit-il.

Le choix de ce thème s'explique donc par le fait que la gestion du foncier pose depuis des années des problèmes à plusieurs niveaux et particulièrement dans le développement local. Les «Regards croisés» sont donc destinés à communiquer sur la gestion du foncier, à réfléchir sur les problèmes de gouvernance et à donner aux médias l'opportunité d'informer sur la thématique et d'échanger avec les décideurs et les acteurs.

Stagiaire

Le Quotidien 19.12.03

La Problématique du Foncier dans la région de Kédougou : Entre patate chaude ou gâteau sucré ?

Témoigner sur le foncier dans le développement local n'est à priori pas difficile mais dans le fonds assez perspicace. Parler de quelque chose qu'on vit au quotidien sans tomber dans un parti pris.

Patate chaude, oui parce que les équipes municipales des deux dernières législatures ont éprouvé d'énormes difficultés dans la gestion du foncier. Cet état de fait n'est pas propre à la commune et la région dans son ensemble connaît des conflits liés à la terre.

Si légalement le domaine est une compétence transférée, traditionnellement et coutumièrement la terre a ses propriétaires. Par exemple depuis des décennies, des familles occupent un espace et subitement des élus viennent leur arracher (ce sont leurs propres termes) ce que les colons n'ont pu faire. Aussi dans certaines coutumes l'occupation des terres obéit à des règles internes d'ordre mythique ou mystique.

Les autres difficultés, la spéculation foncière, la valorisation des terres.

Vu sous un autre angle, le foncier est un gâteau sucré dont les conseillers municipaux et ruraux ne se privent pas. Au prétexte de donner une parcelle aux jeunes notamment, les autorités municipales leurrées par quelques lobbies ont systématiquement bradé les terres en les vendant ou les attribuant à des clients politiques. Mieux ou pire, certains élus ne doivent leur « légitimité » qu'à l'attribution de parcelles.

Les attributaires des parcelles les vendent en se complaisant dans la situation d'éternels demandeurs et s'acharnent ensuite sur la mairie.

La valorisation des terres, un autre problème car même si les personnes se glorifient en disant que c'est mon père qui a hérité de son père et lui aussi de son père, aucune valorisation n'est réellement faite.

Maintenant de gros businessmen de l'agriculture ont la région dans le rétroviseur (le cas de Raoul Barrosso qui avait négocié avec les autorités centrales 80000 ha; CSTT-AO, 25ha pour le stockage de produits toxiques comme le mercure ou le cyanure).

S'y ajoute le boom démographique avec l'orpaillage qui a occasionné l'arrivée de milliers de personnes venues de toute la sous région.

Les espoirs reposaient sur la création par décret présidentiel, de la commission nationale de la réforme foncière que dirigeait Me Doudou Ndoye , les conflits allaient être réglés ou régularisés mais il y a encore un long chemin à parcourir.

Le foncier est actuellement un enjeu majeur dans la région. Ce qu'il faut souhaiter qu'il ne soit pas source de conflits latents, vu son extrême sensibilité.

Puisse enfin ces regards croisés aboutir à une vision partagée et apaisée !

Je vous remercie de votre aimable attention.

Carim Camara, correspondant régional de l'APS à Kédougou et journaliste à la radio communautaire Kédougou.fm

Carim Camara

SENEGAL-FONCIER

Forum sur la gestion du foncier dans le développement local, mercredi

2013-12-17 16:06:49 GMT

Dakar, 17 déc (APS) - Un forum dénommé "Médias et bonne gouvernance" axé sur "La gestion du foncier dans le développement local" se tiendra mercredi de 9h à 18 h dans les locaux de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), annonce un communiqué transmis à l'APS.

Cette rencontre entre dans le cadre des "Regards croisés traditionnels" qui sont le "fruit de la coopération entre le Centre d'études des sciences et techniques de l'information, CESTI, et la Fondation Konrad Adenauer (...) enrichis de la collaboration avec Oxfam, dans le cadre du programme Médias et bonne gouvernance", précisent les organisateurs.

Selon eux, "la gestion du foncier pose, depuis des années, des problèmes à plusieurs niveaux, et particulièrement dans le développement local".

En raison du "rôle de relais et de multiplicateur joué par les médias", les organisateurs souhaitent ainsi "réunir les acteurs intervenant dans le développement local et la gestion du foncier, les décideurs politiques, les partenaires de la société civile et les représentants des médias".

Le communiqué indique que les Regards croisés "sont donc destinés à communiquer sur la gestion du foncier, à réfléchir sur les problèmes de gouvernance et à donner aux médias l'opportunité de s'informer sur la thématique et d'échanger avec les décideurs et les acteurs".

OID/ASG

SENEGAL-FONCIER

Forum sur la gestion du foncier dans le développement local, mercredi



2013-12-17 16:06:49 GMT

Dakar, 17 déc (APS) - Un forum dénommé "Médias et bonne gouvernance" axé sur "La gestion du foncier dans le développement local" se tiendra mercredi de 9h à 18 h dans les locaux de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), annonce un communiqué transmis à l'APS.

Cette rencontre entre dans le cadre des "Regards croisés traditionnels" qui sont le "fruit de la coopération entre le Centre d'études des sciences et techniques de l'information, CESTI, et la Fondation Konrad Adenauer (...) enrichis de la collaboration avec Oxfam, dans le cadre du programme Médias et bonne gouvernance", précisent les organisateurs.

Selon eux, "la gestion du foncier pose, depuis des années, des problèmes à plusieurs niveaux, et particulièrement dans le développement local".

En raison du "rôle de relais et de multiplicateur joué par les médias", les organisateurs souhaitent ainsi "réunir les acteurs intervenant dans le développement local et la gestion du foncier, les décideurs politiques, les partenaires de la société civile et les représentants des médias".

Le communiqué indique que les Regards croisés "sont donc destinés à communiquer sur la gestion du foncier, à réfléchir sur les problèmes de gouvernance et à donner aux médias l'opportunité de s'informer sur la thématique et d'échanger avec les décideurs et les acteurs".

OID/ASG

Regards croisés

Article de Ahamadou Touré, CESTI, dans son Blog Korkadji : Cité des 111 sages, le 19 décembre 2013

Une fois n'est pas coutume. C'est dans cette logique que le [Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information](#) (Cesti) et la [Fondation Konrad Adenauer \(FKA\)](#) se sont inscrits en organisant leur traditionnel « *Regards croisés* » en partenariat avec [Oxfam Novib](#). Ce forum « *devenu presque une tradition* » selon la Directrice des Etudes du Cesti, Madame Cousson Traoré Sall, a pour thème cette année : « la gestion du foncier dans le développement local » vue sous l'angle de la [bonne gouvernance](#).

Un thème qui entre dans le cadre de la thématique du projet « Médias et bonne gouvernance » initié par le Cesti en partenariat avec Oxfam Novib. « *Regards croisés* » est une plateforme de réflexion et d'échange sur les enjeux actuels qui traversent la société sénégalaise.

A l'entame de ses propos, Madame Sall a indiqué que « *le rôle des journalistes est crucial dans la promotion de la bonne gouvernance* ». Avant d'affirmer la volonté du Cesti à « *confronter les étudiants aux réalités du terrain* » dans le cadre leur formation.

A entendre la représentante du Directeur du Cesti, le thème de ce forum vient à point nommé, surtout quand-on sait que le concept de « Bonne gouvernance » domine l'actualité ces derniers temps au Sénégal et dans le monde. D'où, l'importance toute particulière pour le Cesti, et ses partenaires d'aborder la question foncière qui, de nos jours, demeure au cœur des préoccupations majeures de la société sénégalaise.

Pour sa part, le Directeur Adjoint de Oxfam a insisté sur « *la nécessité d'impliquer les communautés à la base afin de leurs faire connaître le droit d'accès à la terre. Et cela, pour éviter et réduire éventuellement les conflits fonciers* ».

Une terre, qui selon le Directeur de Cabinet du ministère de la promotion de la Bonne gouvernance est « *un facteur d'économique comme tout travail ou progrès technique mais également source de conflits* ». Et de poursuivre « *lorsqu'on affecte une terre, cela doit se faire dans un but d'intérêt général et non une appropriation privée et exclusive* ». Il a également réaffirmé l'engagement de son département pour une gestion transparente des affaires publiques, ainsi que la redevabilité et l'urgence envers les citoyens. Car « *l'information publique est devenue une exigence citoyenne* » a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'ancien Président de Communauté rurale (PCR) de Mbane a déploré la gestion des terres dans le Walo, sa circonscription électorale actuellement sous délégation spéciale. A en entendre, Aliou Dicak, il a été suspendu pour s'être opposé à l'ingérence des pouvoirs politiques dans les affaires rurales. C'est pourquoi il a déclaré, je cite : « *la bonne gouvernance dans la gestion du foncier, nous l'avons vécu à Mbane. Les textes sont très beaux mais la réalité est toute autre* ». Par contre, le Chef de la délégation spéciale de Mbane, Malick Gueye que nous avons rencontré récemment, a lui aussi jeté la responsabilité sur ses prédécesseurs ([Ndlr](#)). Avant de conclure sa communication, l'ancien PCR de Mbane a soulevé trois interrogations qui, selon lui doivent être répondues afin de résoudre

la question foncière, « *A qui appartient la terre ? Qui gère la terre ? Pour qui gère-t-on la terre ?* »

Au cours de ce forum, les participants ont aussi évoqué les insuffisances et les incohérences de la loi sur le domaine national. Une loi qui aux yeux des acteurs a eu des avantages comme des inconvénients. Pour ainsi dire que les points de vue divergent sur cette question. Au menu des débats, l'[Acte III](#) de la décentralisation a également été invoqué comme une solution pour aplanir les divergences.

Enfin, on retient une préoccupation d'utilisation de la terre d'après bon nombre des intervenants. Parce que la terre est une source de jouissance mais également de conflits. Donc, il faut impliquer les populations dans la gestion des terres. Et pour ce faire, Madame Ute Bocandé adjointe à la représentante résidente de la FKA, a invité les journalistes à plus de responsabilité. On retiendra d'elle, que « *ces derniers ont le devoir d'informer, de dénoncer et d'alerter les opinions* ».

Madame Bocandé, a ainsi indiqué le rôle que peuvent jouer les médias pour promouvoir la bonne gouvernance surtout dans la gestion du foncier et dans le développement local. Les organisations de la société civile aussi doivent se mobiliser et accompagner les populations en vue de venir à bout de ce phénomène a-t-elle souligné.

Cette rencontre a vu la participation des plusieurs acteurs œuvrant dans le domaine foncier, local, médiatique, politique mais également les organisations de la société civile et celles non gouvernementales.